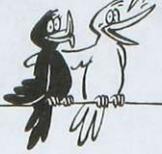


TI-PIT  
ET  
TI-BEC:

HÉ, TI-PIT!  
JE VOUDRAIS TE  
PRÉSENTER TI-TI,  
MON AMIE NOIRE,  
HANDICAPÉE,  
LESBIENNE...  
...ET  
CARICATURISTE!



# LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Jeudi le 14 mai 1992

DÉSOLÉ!  
JE NE FAIS  
JAMAIS  
DE BLAGUES  
SUR LES  
CARICATURISTES!



## LE POINT DU JOUR

### La garde malade

Avant que n'éclate la guerre du Golfe, l'année dernière, un spécialiste, Hubert de Beaufort, publiait dans le journal *Le Monde*: «Une victoire en 36 heures». Il allait jusqu'à prédire le déroulement de la chute de l'Irak, heure par heure. C'est ainsi, au Jour J + 1, qu'il annonçait péremptoirement: «Trente-six heures après l'offensive, la phase stratégique de la guerre est terminée.» Ouais!

Quelques jours plus tard, c'est une autre étoile de la finance qui soutenait, sur une pleine page que lui accordait le *Journal de Montréal*: «L'économie va redémarrer dès la fin de la guerre», annonçait péremptoirement Raymond Malenfant, qui ajoutait: «La récession n'en a plus que pour quatre à six mois encore.» Il concluait: «Dans les dix prochaines années, l'argent sera Roi. Je n'ai jamais vendu une bâtisse depuis que je suis en affaires.» Ouais...

Depuis que la Caisse de dépôt lui a littéralement donné l'empire Steinberg, Michel Gaucher n'a de cesse de le démanteler. Arrogant et sûr de lui, son train de vie, déjà au zénith sur les flancs de la montagne, à Westmount, continue de grimper pendant que les différents morceaux de l'empire s'effondrent et que les employés perdent leurs jobs.

Ce que les milieux d'affaires ont déjà appelé, en se pétant les bretelles, la garde montante, est plutôt une garde malade.

Michel Rioux



Ghislaine Bluteau, du syndicat de l'Auberge des Gouverneurs de l'Île Charron, à Montréal, est fière de sa participation au fonds Bâtirente, dont les actifs dépassent \$30 millions. Et un nouvel outil de développement s'en vient!

Page 3

**Coordination**  
Henri Jalbert

**Rédaction**  
Guy Ferland  
Monique Fortin  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Maroussia Kishka  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**  
Clément Trudel

**Conception graphique**  
Jean Gladu

**Mise en page électronique**  
Jean Gladu  
Henri Jalbert  
Jean-Pierre Paré

**Photographe**  
Alain Chagnon  
Hélène Rochon

**Caricaturiste**  
Garnotte

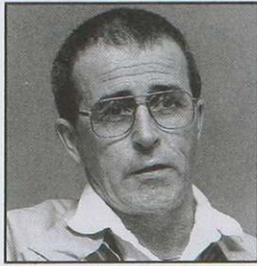
**Soutien technique**  
Candide Collin  
Lucie Desgagné  
Marie Lefebvre

**Impression**  
Les travailleurs et travailleuses syndiqués FTPF-CSN de l'Imprimerie sociale de Québec

**Distribution**  
Merci à l'équipe du service d'ordre du congrès!

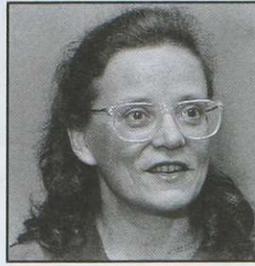
**LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS** est imprimé à 3000 exemplaires et distribué gratuitement aux congressistes pour leur information et leur plaisir... Une fois de retour dans vos syndicats, vous êtes autorisé-es (et fortement encouragé-es) à en reproduire le contenu.

## SONDAGE EXPRESS



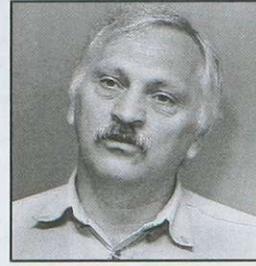
**Jean-Claude Gagnon**

Jean-Claude Gagnon, soudeur-monteur des Industries Saguenay, est catégorique: «Si j'étais assis dans le fauteuil de Boubou ce matin, je ferais sûrement mieux que lui pour combattre la pauvreté, parce que lui, il ne fait absolument rien!» Dans un premier temps, il convoquerait les représentants des associations de travailleurs et de travailleuses pour trouver des solutions. «Nous connaissons mieux que quiconque les conséquences de la récession sur nos salaires, sur nos conditions de travail et sur nos impôts.» Selon lui, si Robert Bourassa et son équipe voulaient réellement en finir avec la pauvreté, ils y réussiraient. «Le problème, c'est qu'il n'y a aucune volonté politique de le faire.»



**Denise Côté**

Denise Côté, présidente du Syndicat des employé-es de soutien du CEGEP de Trois-Rivières, propose sa solution: elle procéderait à des réformes fiscales. «Ainsi, je permettrais aux chefs de famille de déduire les frais de scolarité payés pour les adolescents. Actuellement, nous ne pouvons pas le faire même si notre revenu, aussi faible soit-il, est pris en compte pour le calcul des prêts et bourses.» De plus, elle instaurerait l'équité salariale et éliminerait la précarité dans l'emploi.



**Germain Gauvin**

Germain Gauvin, professeur au CEGEP Lévis-Lauzon, est très touché par la pauvreté et la présence grandissante des itinérants dans les grandes villes. Pour régler le problème, il mettrait sa priorité sur la création d'emploi. «Avant de distribuer la richesse, il faut la créer. Si la situation persiste, nos programmes sociaux seront remis en question; il n'y aura plus personne pour les payer et nous ne pouvons pas augmenter indéfiniment les impôts. Ces emplois devraient être créés en priorité dans le domaine de l'environnement et de la haute technologie.»



**Sylvie Lamothe**

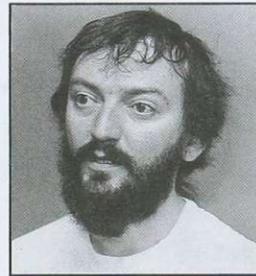
Si elle devenait la «première» première ministre du Québec, Sylvie Lamothe, employée de bureau à l'hôpital Hôtel-Dieu de Sorel, reverrait la fiscalité des grandes entreprises pour qu'elles assument pleinement leur part. «Ce n'est pas normal que les riches paient moins d'impôts que les gens de la classe moyenne», dit-elle. Avec les montants dégagés à la suite de cette réforme de la fiscalité, elle reverrait tous les programmes sociaux et les lois sociales. Non pas seulement pour revenir à la situation qui prévalait avant que les gouvernements ne les charcutent, mais pour les bonifier. «Je ne suis pas capable d'admettre qu'il y a des enfants, en 1992, qui vont à l'école le ventre creux.»

**Une personne sur 5 vit sous le seuil de la pauvreté. Si vous étiez premier ministre, que feriez-vous?**



**Robert Deschambault**

Robert Deschambault est monteur à la salle de nouvelles de Télévision Quatre saisons. S'il était premier ministre, Robert reverrait la fiscalité des grandes compagnies, développerait les programmes sociaux et amenderait le Code du travail pour obliger les entreprises à améliorer les conditions de travail et de salaires des non-syndiqués. Il favoriserait aussi la réduction de la semaine de travail pour permettre à un plus grand nombre de personnes de travailler. En outre, il ferait la promotion du développement durable, notamment en transformant ici nos matières premières, dans le respect des normes environnementales.



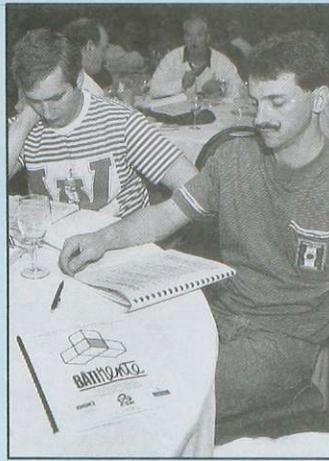
**Richard Belval**

Richard Belval, vice-président du syndicat des travailleurs et travailleuses du Foyer Saint-Jacques, dans la région de Lanaudière, déclare en rigolant qu'il mettrait tout le gouvernement dehors, parce que les lois sont faites par et pour les riches. Plus sérieusement, il déclare qu'il réviserait l'impôt. «C'est trop inégal! Des centaines de hauts salariés ne paient aucun impôt alors que nous sommes surtaxés. Avec les taux d'imposition, il ne reste que 50% de notre revenu brut, cela favorise le travail au noir,» déplore-t-il.

# Un nouvel outil de développement!!!

Tout est en place.

Ce qu'on attend, c'est la décision de Québec, qui peut survenir à tout moment. Depuis 1989, moment où la CSN a élargi ses outils d'intervention économique à un Fonds de développement, une somme de travail énorme a été abattue. Ce fonds, consacré à la fois aux coopératives de travail, aux entreprises et aux établissements qui acceptent de s'engager dans un processus de reconnaissance des travailleurs, des travailleuses, et de leur syndicat dans l'organisation du travail, ainsi qu'aux entreprises et institutions soucieuses du respect de l'environnement, s'inscrit dans la foulée des orientations fondamentales de la CSN pour une plus grande démocratisation du travail.



Depuis le congrès spé-

cial de 1985, «Avec le monde», qui a tracé les grandes orientations de la CSN dans le domaine de l'emploi, différents outils d'intervention économique et sociale ont été progressivement mis en place pour supporter le maintien et la création d'emplois durables et socialement utiles. Ainsi, on a vu la mise en place de Bâtirente en 1988, un RÉER collectif pour contrôler nos régimes de retraite qui affiche aujourd'hui un actif de 30 millions de dollars après quatre années d'existence, et la création, en 1989, du Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emplois.

Le maintien et la création d'emplois se posent depuis quelques années de plus en plus dans un contexte de crise économique et de compétition mondiale. Ce qui amène les syndicats à s'impliquer dans l'organisation même du travail, là où se jouent la productivité et l'avenir des emplois. Le Fonds de développement, si une annonce positive survient à l'occasion du budget québécois qui sera présenté ce soir, constituera un atout complémentaire pour les syndicats dans la démarche déjà entreprise touchant notre implication dans la réorganisation du travail.

Le dernier congrès du Conseil central de Sept-Iles a appuyé le projet de barrage sur la rivière Ste-Marguerite, mais pas à n'importe quel prix! Et ce, dans un respect de l'environnement pour la protection de la Rivière Moisie.

## Barrage sur la Côte-Nord Oui, mais il y a des conditions

De son côté, la Chambre de commerce de Sept-Iles cherche à tout prix à obtenir le projet SM III, compte tenu de ses \$3 milliards en retombées économiques. Mais elle ne tient pas compte des études environnementales d'Hydro-Québec, sur lesquelles le ministère de l'Environnement a des questions à poser.

Des audiences publiques, demandées par la Corporation de l'environnement et l'association des Amis de la Moisie, se tiendront à l'automne 92.

Du côté des autochtones, ce débat a provoqué, la semaine dernière, la démission de trois élus du Conseil de Bande de Sept-Iles et Malioténam.

Les autochtones qui appuient le projet ont marché avec les 5 000 personnes, le 3 mai; ils veulent que les autochtones travaillent à sa construction. De l'autre côté, les démissionnaires dénoncent la destruction des rivières qu'Hydro-Québec veut développer dans la prochaine décennie. Pour manifester leur désaccord, des autochtones marchent actuellement de Sept-Iles en direction du siège social d'Hydro, à Montréal.

Le Conseil central de Sept-Iles organise un débat politique avec les différents organismes de la région afin de partager et d'alimenter son analyse en vue de déposer une étude aux audiences publiques. Le nouvel exécutif du conseil central compte demeurer impliqué dans ce dossier.



## Morin a donné une bombe à la GRC

«Claude Morin a commis une seule erreur. Après s'être rendu compte qu'il était approché par la GRC, c'est de ne pas l'avoir dénoncée sur le coup.» Le président de la CSN n'a pas ménagé ses commentaires sur ce qui est devenu l'affaire Morin.

«Indépendamment des contenus et de la périodicité des rencontres, du seul fait qu'il ait été en contact avec la GRC, il a donné à la GRC ce qu'elle voulait: une bombe à retardement, a dit Gérard Larose. Morin n'est pas un Boivin. Ce n'est pas un provocateur, mais c'est quelqu'un qui a accepté de servir un des objectifs de la GRC. C'est une erreur magistrale qui, dans les circonstances, est impardonnable.»

## Pétition de l'Aide juridique

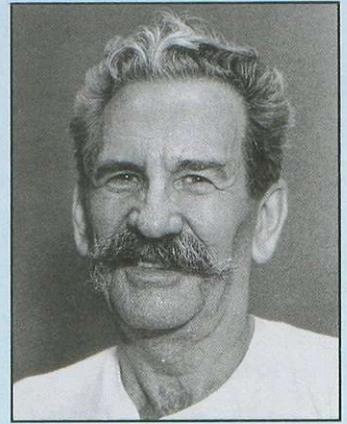
877 congressistes ont signé la pétition pour le maintien des services de l'Aide juridique que les syndicats de ce secteur faisaient circuler hier.

De plus, l'annonce des coupures dans ce réseau a convaincu les 39 employées de bureau de l'Aide juridique de Sherbrooke de joindre les rangs de la FEESP-CSN. Le mercredi 13 mai, une requête en accréditation était déposée pour représenter ce groupe.



Moment fort du congrès, la présentation des syndicats en conflit a, cette année encore, été une occasion pour les travailleurs et les travailleuses en grève ou en lock-out de constater la solidarité qui existe à la

CSN. Le vice-président Roger Valois en a profité pour relancer la campagne du 50 cents, votée par le conseil confédéral, en appui aux syndiqués de Reynolds, à Sainte-Thérèse, en lock-out depuis 23 mois.



Lucien Allard aura 62 ans en août. Il prendra sa retraite de la Reynolds à Ste-Thérèse, où les travailleurs sont en lock out depuis près de deux ans. Mais il a ceci de particulier: depuis 35 ans, il a vécu au moins six conflits de travail, depuis une première grève à la Davie Ship en 1958. Dont chez Legrade au début des années 60. Chez Sonoco à Terrebonne, pendant 23 mois. Il était sur place pour la journée de solidarité. Mais il dira, sourire en coin: «J'espère quand même que c'est mon dernier conflit...» Il fait des peintures, qui sont vendues au profit des grévistes. Information: 514-962-1266.



Environ 160 personnes, dont une vingtaine d'hommes, sont venues entendre, hier midi, Mme Marthe Asselin-Vaillancourt, co-présidente du Comité canadien sur la violence faite aux femmes. La conférencière a déclaré que c'est dans la tranche d'âge des 19-

25 ans que l'on trouve le plus grand nombre d'agresseurs, et a rapporté le témoignage touchant de nombreuses victimes âgées de 17 à 19 ans: «Ne faites rien pour nous, c'est foutu, mais, de grâce, occupez-vous de celles qui nous suivent!»

## Lesbiennes et gais

C'est maintenant une orientation qu'on inscrit de plus en plus dans notre action syndicale que celle sur l'orientation sexuelle, comme on a pu le constater à la lumière du rapport du comité confédéral des gais et des lesbiennes. Elle s'inscrit désormais dans nos revendications et se greffe aux autres aspects de notre lutte contre la discrimination sous toutes ses formes. Cependant, les attitudes face aux personnes gaies ou lesbiennes demeurent encore empreintes de méfiance, d'intolérance ou de sarcasmes, dans notre mouvement comme dans la société.

## Secteurs public et parapublic: échange de textes

Les négociateurs de la CSN ont poursuivi, hier, l'échange de textes avec le gouvernement en vue de conclure une en-

tente sur les éléments sectoriels et intersectoriels dans les secteurs public et parapublic. Les membres du comité de coordina-

tion des secteurs public et parapublic (CCSPP) se sont réunis en soirée pour discuter des développements.

# Imaginons le travail plaisant

«Les consommateurs ont boudé la reprise», expliquait-on dans un topo de Radio-Canada. Non mais vraiment! Faut le faire! C'est rendu que c'est la faute des gens qui n'ont plus d'argent pour acheter, si l'on n'est pas encore sorti de la crise!

N'empêche que ce paradoxe exprime bien le cul-de-sac dans lequel l'organisation traditionnelle du travail a conduit l'économie et la société. Cela indique que la façon classique de relancer l'économie ne fonctionne plus, et que le niveau de vie en prend un coup.

L'ampleur des déficits empêche les gouvernements de mettre l'emphasis sur la redistribution de la richesse par le biais des programmes sociaux, et ils n'osent pas encore s'attaquer à la redistribution de la fiscalité.

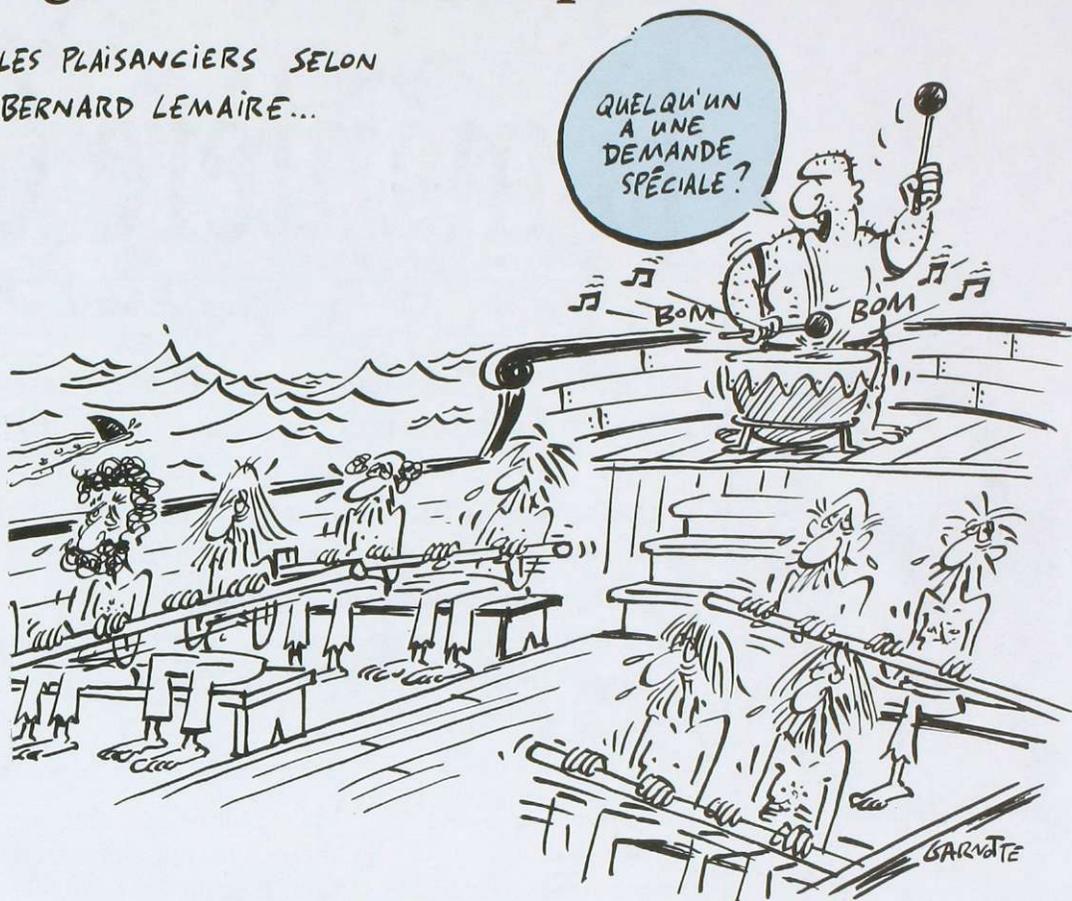
Avec le résultat que les employeurs, toujours obnubilés par le rendement à court terme, coupent dans les emplois, développent la précarité et le travail au noir. Donc, moins d'argent en circulation et moins de rentrées fiscales, au moment même où on en a davantage besoin; donc, encore moins d'achats, encore moins d'emplois, encore plus de précarité, encore plus de travail au noir, encore moins de rentrées fiscales, et ainsi de suite.

\*\*\*

Cercle vicieux s'il en est, qui ne peut que se rétrécir en entonnoir, à moins d'en sortir par un coup d'audace, lequel ne peut venir que des personnes qui risquent d'être emportées dans le remous, c'est-à-dire les travailleurs et travailleuses. N'attendons surtout pas cet effort de Bernard Lemaire, lui qui vient d'annoncer que son projet immédiat est de s'acheter une Ferrari à \$250,000 pour sa préretraite.

Il faut donc relancer l'emploi, qui demeure toujours le principal moyen de redistribuer la richesse et d'assurer la paix sociale. La façon traditionnelle de le faire est d'augmenter la productivité (et les profits) en investissant dans la machinerie, et en relevant d'un cran le degré d'autorité dans l'organisation du travail.

LES PLAISANCIERS SELON  
BERNARD LEMAIRE...



Or, cette recette ne marche plus, parce qu'elle laisse de côté l'apport des personnes elles-mêmes dans la production de la richesse. Elle a marché tant qu'elle était dominante dans le monde industrialisé; mais elle ne marche plus depuis que des pays ont pris de l'avance en faisant appel au potentiel créateur de la main-d'oeuvre. Les économies qui tardent à prendre ce virage s'engagent sur la pente raide du sous-développement. N'est-ce pas déjà commencé dans l'orgueilleuse Amérique?

\*\*\*

Imaginons qu'une révolution syndicale a mis fin à la féodalité des lieux de travail, comme jadis on a mis fin à la féodalité de l'organisation sociale. Imaginons que la démocratie, toute bourgeoise fut-elle à son origine, pénètre dans les lieux de travail sous la poussée, cette fois, des travailleurs et travailleuses. Et qu'il n'y a plus d'armées de chair à canon que des généraux en cravate envoient se faire empoisonner, gazer, mutiler, détruire.

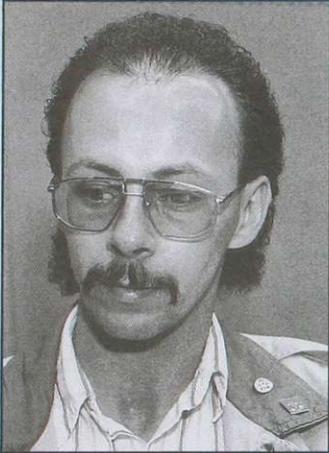
Imaginons que la division forcée du travail est remplacée par le partage démocratique des tâches, en tenant compte des aptitudes, des goûts, de l'âge, des forces et des faiblesses de personnes libres qui s'entraident en affectueuse complicité. Et que l'on rentre à la maison content de ce qu'on a accompli, et heureux à la pensée de retourner le lendemain. Imaginons le travail plaisant.

Guy Ferland

# SOLIDARITÉ

## la manière CSN

par Luc Latraverse



René Desrosiers

La face cachée du militantisme syndical et aussi son influx le plus vital — le soutien financier à notre action et à notre fonctionnement démocratique — est un trait caractéristique de la CSN, qui se distingue de la plupart des organisations syndicales par ses règles en matière d'appui financier aux syndicats et aux syndiqué-es. Certains diront que la démocratie, ça se paye. À la CSN, on trouve que la démocratie, ça en vaut le coût. Le *Quotidien* profite de ce 56e Congrès pour vous présenter quelques témoignages qui en disent long sur l'importance méconnue de cette dimension de notre facture syndicale.



Suzanne Cyr

### Un appui comme il n'en existe nulle part ailleurs

La solidarité financière revêt plusieurs facettes, dans notre mouvement: aide aux syndicats en formation, aide aux syndicats nouvellement accrédités, aide aux syndicats en lutte, aide aux petits syndicats, assistance technique aux syndicats en matière de trésorerie, comptabilité, vérification, homologation de délégations conditionnelles aux instances, etc.

### L'aide aux petits syndicats

«L'aide aux petits syndicats, c'est une question de survie pour notre syndicat d'une vingtaine d'employés de garage de Drummondville,» lance d'entrée de jeu René Desrosiers, président de ce syndicat, un parmi plus

de 240, de 50 membres et moins, qui ont déjà bénéficié de plus de \$140,000 d'aide, pour assister au présent congrès. «Sans cette aide, nous ne pourrions suivre les différentes instances de la CSN ou de notre fédération et le suivi des décisions, comme la participation à ces décisions, seraient à ce point réduits qu'on se demande à quoi nous servirait alors notre syndicat. On deviendrait un syndicat de boutique, sans information, sans rien. La CSN défraie 75% de nos frais pour nous aider à participer au processus démocratique.»

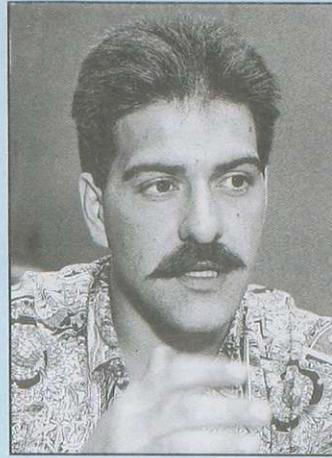
### Lettres de créance conditionnelle

Au moment de convier les syndicats au congrès, le service de vérification de la CSN s'assure que les syndicats sont en

règle et qu'ils ont versé leurs cotisations (les per capita) jusqu'au mois de janvier 1992, pour avoir droit à leur lettre de créance et ainsi permettre à leur délégation de voter au congrès à titre de délégué-es officiels, comme le stipulent les statuts et règlements. Suzanne Cyr est une des sept personnes salariées du service qui s'acquittent de cette tâche. Elle nous a expliqué qu'environ la moitié des syndicats ne se trouvent pas en règle, à cette étape du processus, pour mille et une raisons. Mais dès que le service communique avec eux, dans les semaines qui suivent, seulement le quart exigent un rappel ou une attention plus particulière. «Dans toute cette opération, même si parfois les syndicats ont des craintes de voir arriver des comptables ou d'autres person-



Suzanne Lockhead



Christian Couture

nes fouiller dans leurs livres, ils finissent toujours par apprécier l'aide que nous pouvons leur apporter dans ces tâches souvent difficiles à remplir.»

Suzanne Lockhead, présidente du syndicat des Rôtisseries St-Hubert (syndicat à section de 350 membres dans plusieurs restaurants de Montréal, Laval et de la Rive Sud, renchérit sur l'importance de cette assistance: «J'avais des craintes en me présentant au congrès parce que nous avons passé trois personnes différentes à la trésorerie, au cours des deux dernières années, avec toutes les complications qu'un tel roulement peut entraîner. Une partie de nos cotisations n'étaient pas versées. Mais j'ai été très bien accueillie hier. Nous avons enfin déniché une personne qui est une perle et nous avons obtenu beaucoup d'aide de notre fédération et de la CSN, à cet égard.

«De plus, il y avait un employeur, un restaurant franchisé, qui a retardé de près de six mois le paiement des cotisations qu'il avait prélevées. Il a fallu envoyer lettres par-dessus lettres et même faire intervenir notre conseillère syndicale pour

qu'il finisse par nous verser la somme due. Toujours est-il qu'en expliquant notre situation au service de la vérification, nous avons pu être autorisés à siéger comme délégation officielle au congrès.

«Il faut aussi savoir que plusieurs de nos membres travaillent à pourboire et qu'en assemblée générale, on a accepté de payer 4,3% de cotisation sur le salaire de base (beaucoup plus que les autres) pour compenser pour les pourboires non-cotisés; nous avons donc un double taux de cotisation, ce qui est plus difficile à tenir à jour.»

Comme le souligne Suzanne Cyr, hier matin, il ne restait plus que 10% des syndicats qui avaient des lettres de créance conditionnelle et à la fin, il devrait en rester 5% ou moins.

### L'appui aux luttes

La CSN est célèbre et largement reconnue pour son appui intarissable à ses syndicats en lutte. Pour un syndicat nouvellement affilié, anciennement membre des métallos, le syndicat en lock-out depuis 22 mois de la Reynolds de Ste-Thérèse n'en revient pas de la soli-

darité CSN, comme le souligne son secrétaire, Christian Couture: «Les membres ne cessent de dire que ça va arrêter un jour, que ça ne se peut pas qu'on nous appuie ainsi jour après jour, semaine après semaine, mois après mois. J'ai beau, à l'instar d'autres officiers, leur dire que l'aide va continuer, ils ont souvent peine à le croire. Pourtant, avec la campagne de 50 cents, on verse 35\$ par semaine en plus des prestations du FDP à chaque membre. À cela, il faut ajouter que nous avons eu de l'aide financière dès notre accréditation puisqu'en vertu de la pratique du mouvement à l'époque, un nouveau syndicat n'avait pas à payer de cotisations à la fédération et au conseil central jusqu'à un mois suivant la signature de sa première convention collective (maintenant, tout nouveau syndicat doit payer ses cotisations six mois après son accréditation, même s'il n'a pas signé de convention).

«Il y a aussi notre fonds de secours, qui a permis à plusieurs membres de tenir pendant ce long lock-out. Il y a aussi l'assistance matérielle (les autobus, par exemple) et

les autres ressources, qui nous permettent de faire connaître notre lutte et de soutenir notre cause, alors même qu'il ne reste que le protocole de retour au travail à conclure avec notre employeur.

«Nous n'aurions jamais pu mener une telle lutte sous le règne des Metallos, qui ont conservé les \$35,000 que nous avons de cotisations syndicales, lorsque nous les avons quittés.»

L'autonomie et la démocratie, la solidarité, ça vaut son pesant d'or et à la CSN, de l'avis de toutes les personnes autour de la table, on détient la palme d'or, à ce chapitre.

# La CSN resserre les rangs autour de Raymond Parent

Par Michel Rioux

« Nous conservons notre appui le plus total au président général de la CSN, monsieur Marcel Pepin, emprisonné pour la défense des travailleurs et au secrétaire général de la CSN, monsieur Raymond Parent, qui assume seul à nos yeux la légitimité de l'exécutif. »

Quand cette dépêche du syndicat des journalistes de Radio-Canada est émise sur le réseau d'information Telbec le 20 mai 1972, à 18h33, elle traduit avec force le sentiment qui habitait la très grande majorité des syndicats affiliés à la CSN à l'égard de ceux et celles qui voulaient s'emparer du mouvement. Des centaines d'autres, pendant ces journées dramatiques, allaient agir de même.

« Nous ne les laisserons pas passer », ajoutait le syndicat dans son communiqué. Cela devint un leitmotiv.

En ce 20 mai, il y avait déjà onze jours que le président de la CSN avait été mis en cellule à Orsainville. À partir de là, les événements s'étaient précipités.

Le 15 mai, dans la salle Jésus-Ouvrier à Québec, environ 150 supporteurs des 3D s'étaient réunis. L'objectif: saboter les instances pour prendre le pouvoir à l'occasion d'un coup de force.

Le 17 mai, le conseil confédéral est ajourné dans un chahut total. Un délégué de la métallurgie de la région de Québec, visiblement

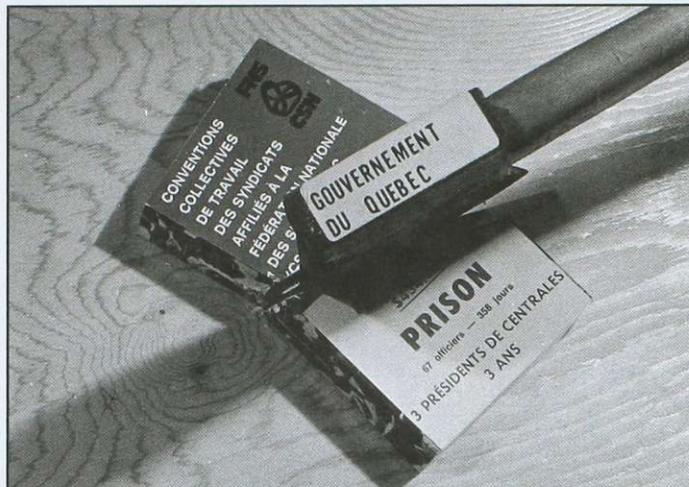
de mèche avec Dalpé, qui présidait la séance, assène son poing sur la gueule de Michel Chartrand. Dalpé n'attendait que cette occasion; il décrète que les instances ne peuvent plus se réunir.

Depuis plusieurs semaines, les 3D disaient partout qu'un balayage était nécessaire à la CSN.

Pendant que Dalpé, qui se proclame « président intérimaire d'une centrale qui réunit tant de gens de bonne foi », attaque Marcel Pepin, l'accusant « d'avoir choisi l'oasis facile de la prison d'Orsainville, aux frais des contribuables comme vous et moi », Raymond Parent organise la riposte des militantes et des militants.

Le 19 mai au matin, il lance un appel: « Militants syndicaux! Je ne doute pas que la CSN saura sortir plus forte de cette crise, car historiquement, tous ceux qui ont voulu détruire le mouvement n'ont pas réussi. Mais il faut redoubler de vigilance. » En l'absence de Pepin, Martial Laforest assure la coordination du CCNSP.

Le lendemain, en conférence de presse, il fustige les 3D. « Ce problème interne est créé de toutes pièces par des agents du parti libéral à l'intérieur de la CSN. L'opération est simple. Elle consiste à soulever les syndicats du secteur privé contre ceux



**Les gestes du gouvernement et des tribunaux, dont s'étaient rendus complices les 3D, ont profondément aigri les militantes et les militants de la CSN.**

du secteur public. C'est à ce triste jeu que se prêtent mes confrères », déclare-t-il.

De sa prison, Marcel Pepin fait parvenir une déclaration à la presse. « Il y a sans doute des personnes avec qui la vie commune ne sera plus possible. Un tort grave est fait au mouvement par des officiers qui ont prêté serment de défendre et de promouvoir les intérêts de la CSN », affirme le président.

Sentant qu'ils ne pourront faire main basse sur le mouvement, les 3D changent leur stratégie. Ils annoncent travailler à la fondation d'une nouvelle centrale. Entretiens, le ministre de la Fonction publique, Jean-Paul L'Allier, démissionne, s'opposant à son gouvernement. Il est remplacé par Jean Cournoyer. Face à ces nouveaux développements, les présidents décident d'inter-

poser et de leur condamnation, ce qui leur permet de sortir de prison et de reprendre la barre.

Dès sa sortie de prison, Marcel Pepin, entrant au Holiday Inn de Sainte-Foy, dit à Raymond Parent, en se frayant un chemin à travers les militantes et militants massés pour l'attendre: « Viens, Raymond, on a de l'ouvrage. »

Quelques heures plus tard, dans une salle bondée à craquer, le président annonce qu'en vertu des pouvoirs qui sont les siens, il avait fait tenir aux trois membres de l'exécutif en question une lettre exigeant leur démission. Un conseil confédéral spécial était convoqué pour les remplacer.

Le lendemain, un journal titrait en manchette: *Balayage à la CSN: Pepin manie le balai!*

**Demain: le mouvement se cambre.**

## L'organisation du travail:

# Faire preuve d'imagination

**M**oulinex est une usine française employant 1 200 personnes, dont 80% de femmes. L'employeur offre aux employés un horaire flexible. La Confédération française démocratique du travail (CFDT) s'y oppose par principe. Le patron demande un référendum. La CFDT se fait balayer. L'horaire flexible, les employés le souhaitent.

Pour la CFDT, la question de l'organisation du travail est centrale aujourd'hui. Elle l'est parce qu'elle chevauche la question de l'emploi, de l'interdépendance des économies, et aussi celle des nouvelles relations au travail qu'entretiennent les individus.

«Personne n'a jamais gagné la guerre des tranchées.» C'est par l'une de ces images que Roger Briesh, secrétaire confédéral, responsable de la politique internationale de la CFDT, nous exprime la complexité de la réalité dans laquelle se retrouvent aujourd'hui les syndicats français, mais aussi ceux des autres pays, lorsqu'ils abordent les questions d'organisation du travail. Complexes, car elles remettent en question les visions traditionnelles du syndicalisme, mais sa réponse est claire: «Nous devons nous attaquer à ces nouvelles problématiques et développer notre capacité de nous mobiliser sur ce sujet pour avoir un véritable contrôle syndical, et non en subir seulement les conséquences. Nous devons prendre des risques», d'ajouter Roger Briesh.



«L'organisation du travail pose directement la question de l'emploi: ceux qui ont un emploi versus ceux qui n'en ont pas. Malgré une croissance forte, on ne règle pas les problèmes de chômage. Il ne s'agit pas seulement de dire que nous voulons des emplois, mais fondamentalement de se demander: qu'est-ce que nous faisons? Il nous faut notamment penser à une nouvelle répartition du travail», d'expliquer Roger Briesh. Dans une usine métallurgique, le syndicat CFDT a négocié une préretraite à temps partiel pour ses employés de 55 ans et plus. Ainsi, des jeunes ont pu être embauchés pour les remplacer et, en même temps, ils profitent de l'expérience de travail des préretraités qui voient aussi à les former. «Voilà des solutions qui répondent à un problème d'emploi et qui font preuve d'imagination», poursuit-il.

L'objectif de la CFDT dans l'organisation du travail, c'est d'anticiper les situations, de s'impliquer dans les entreprises, d'obtenir le portrait de l'entreprise à partir duquel le syndicat pourra tenter de réaliser ses objectifs à lui. «Nous devons développer, à travers nos revendications sur l'organisation du travail, un projet collectif. Mais ce projet, pour réussir, devra aussi tenir compte des données individuelles», de conclure Roger Briesh.

Jacqueline Rodrigue



## Guerre 'aux armes

**L**a Banque Mondiale vient d'avoir un sursaut de décence. En 16 pages bien tassées, elle lance un message à 85 pays du tiers monde. Désormais, les sommes qui seront prêtées par la BM — elle gère quelque 29 milliards de dollars par an — seront calculées en tenant compte de l'effort que mettent ces pays à diminuer la pauvreté chez eux et à réduire le budget militaire.

Élémentaire, dirions-nous. Il se trouve que la Banque Mondiale avait peut-être perdu de vue son objectif premier. Il faut que ce soit un ancien président de la banque J.P. Morgan, Lewis Preston, qui se charge de nous le rappeler.

En 1960, l'ensemble des pays de la planète consacrait 420 milliards à s'armer. La part qu'y prenaient les pays en développement était de 8.3%. Vingt ans plus tard, le budget mondial pour fins d'armement grimpa à 755 milliards, mais cette fois, les pays du tiers monde avaient une plus large part, soit 137 milliards de dollars — 18.1% du total, le plus fort pourcentage jamais atteint dans ce domaine qui fait vivre cette industrie. Mais l'armement, en 1987, représentait 970 milliards. Le tiers monde, cette année-là, absorbait 13.6% du tout.

On s'entend maintenant pour dire que la fin de la guerre froide a totalement changé le paysage. Les ex-soviétiques ont réduit ou retiré leur appui à certains régimes du tiers monde, les États-Unis sont occupés à redéployer leur armada et à redonner une vocation à leurs corps expéditionnaires qui, depuis la Guerre du Golfe, ont besoin de s'entourer d'«alliés» auxquels refiler la note: près de 54 milliards sur les 61 milliards qu'elle en coûta.

Le Rapport mondial sur le développement humain, publié fin avril par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) cite tout de même une tendance à la baisse de ces dépenses «non productives»; les pays industrialisés consacraient 838 milliards à ce poste en 1987 — mais 762 milliards «seulement» en 1990. C'est ce que, de manière optimiste, le PNUD nomme «dividende de paix»: 158 milliards \$ (pour les pays industrialisés) et 119 milliards en moins à supporter par le tiers monde, en 1990. Si se maintient la courbe descendante dans son budget de défense (et d'attaque), le tiers monde pourra alors faire un effort sérieux pour consolider les réseaux de santé et d'éducation!

Clément Trudel

# Le faubourg St-Jean-Baptiste

Il y a la rue St-Jean à l'intérieur des vieux murs, mais il y a aussi la rue St-Jean à l'extérieur des murs. Si, au premier abord, nous sommes attirés par la première, la deuxième mérite pourtant beaucoup plus qu'une simple visite.

Entre les rues Salaberry et la Place d'Youville, on retrouve une foule de petits restaurants à prix populaires. On peut y manger chinois, maghrébin, japonais, italien... et j'en passe. Une façon économique de faire un petit tour du monde gastronomique. Nous vous donnons une série de suggestions, avec le numéro civique entre parenthèses.

Les Délices du Maghreb (798) et le Carthage: cuisine nord-africaine. Le Kismet (780): cuisine indienne et végétarienne. La Piazzetta (vers le 700): cuisine italienne, pizza de toutes sortes et, selon un journaliste du

Soleil qui veut garder l'anonymat, un succulent gâteau au chocolat. La Paëlla (585): cuisine espagnole... et différentes sortes de paëlla évidemment. Le Tokyo (401): spécialités japonaises, dont des shushi (hum!). Le Carthage (399): spécialités tunisiennes, dont le couscous évidemment, plus quelques tables basses qui permettent de manger assis sur des coussins.

Il y a également un petit café fort sympathique qui fait maintenant partie de la petite histoire du coin. Ils'agit du Hobbit (700). Le caricaturiste de *Nouvelles CSN* et du *Quotidien du congrès*, Garnotte, aime y prendre son petit déjeuner. Il n'est pas le seul, d'ailleurs, puisque plusieurs congressistes s'y retrouvent tous les matins. Le midi, il y a un petit spécial à \$4.75 (soupe, sandwich et café).

Il n'est pas nécessaire

d'avoir faim pour aller se promener dans ce coin. Celles et ceux qui aiment faire une petite randonnée, sur l'heure du midi, pourront trouver quelques petites surprises intéressantes.

Tout d'abord, une épicerie comme on aimerait en voir dans tous les quartiers: chez J.A. Moisan (699). N'hésitez pas à entrer et vous promener jusqu'au fond, en passant par tous les racoins. Les odeurs abondent: café, thé, épices. Il y a un peu de tout, même des huiles essentielles pour celles et ceux qui voudraient rapporter un petit souvenir. Si vous vous sentez trop curieux, achetez-vous une pomme-poire (35 cennes), et vous aurez l'air d'un vrai client.

Puis, si vous voulez prendre un p'tit café spécial tranquillement — et qu'il y a trop de monde au Hobbit — rendez vous au

café Bobon (475). Je vous le dis en secret: la liste des cafés assaisonnés (alcoolisés, devrais-je dire) est impressionnante, et l'ambiance tout à fait relax!

Vous êtes mystique? Ou simplement curieux? Eh bien! rendez-vous à la Feuille enchantée (778), une librairie ésotérique (livres, boules de cristal, baïobles, etc.)

Vous voulez juste vous écraser un peu, alors il y a, un peu avant le Hobbit, le cimetière de l'Église St. Mathew. Il y a une demi-douzaine de bancs. On peut y prendre du soleil.

Enfin, vous êtes seulement un peu plus curieux. Alors, n'hésitez pas à prendre les rues transversales (côté nord): les petites rues étroites, les côtes et les vieilles maisons du quartier St-Jean-Baptiste ont encore le charme d'un quartier populaire.

## Québec historique 4

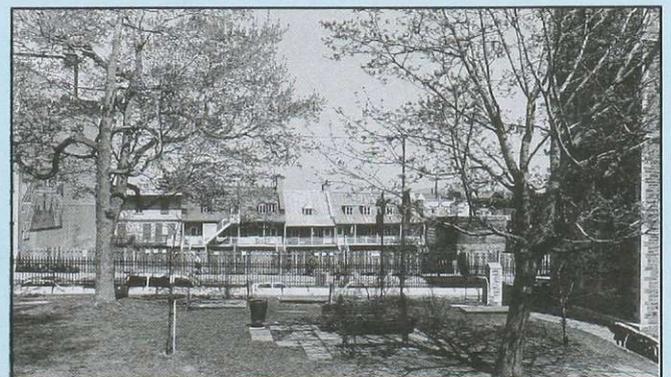
### LE VIEUX PONT

La construction du pont de Québec — le Vieux pont — exigea dix ans. Une première charpente, mal conçue, s'effondra le 29 août 1907, entraînant la mort de 70 ouvriers. Neuf ans plus tard, lors de l'installation de la travée centrale, un coin de la travée glissa du système de cric et le tout tomba dans la fleuve, causant la mort de 13 autres ouvriers. C'est finalement le 17 octobre 1917 qu'une première locomotive put franchir le pont, dont l'inauguration officielle eut lieu le 22 août 1919. Classé parmi les chefs-d'oeuvre du génie civil, et placé au rang de merveilles du monde, le Pont de Québec demeure encore l'ouvrage de type cantilever le plus long au monde.

Tiré du *Guide historique de Québec*, d'Yves Tessier.

### UN TROU DANS LA VILLE

Le cimetière de l'Église St. Mathew, sur la rue St-Jean, constitue un des seuls espaces verts donnant directement sur la rue St-Jean. De l'autre côté de la rue, il y a un terrain vague qui sert actuellement de stationnement. Quelqu'un aurait-il la bonne idée d'en faire un petit parc ou encore, tout simplement, d'y planter quelques fleurs? L'un n'empêche pas l'autre.



## LA MÉTÉO SYNDICALE

Les rayons du soleil devraient percer le parapluie des abris fiscaux.

**C'est pas  
parce qu'on  
parle de vous  
que c'est  
vrai**

## L'HOROSCOPE DE MIMI PINSON

Vous avez pas «pogné» hier à la soirée!  
Pourquoi le feriez-vous aujourd'hui?

### Nos gagnants

La réponse au concours d'hier: Louis Laberge. Nos gagnants: Lucille Poirier (hôpital St-Ferdinand); Pierre Venne (CSSMM); Denis Gagnon (Centre des Maronniers); Gilles Ouellet (FTPF-Alma); Nicole Dion (hôpital N.-D. de Granby). Lucille Poirier voulait tellement un T-shirt du *Quotidien* qu'elle est arrivée à 7 heures du matin pour être sûre de gagner.

### Un beau p'tit «kit»

462 personnes ont participé au jeu questionnaire de l'organisation. Les gagnants ont reçu un «kit» de jogging. Certaines personnes aimeraient bien que Fernand Lévesque porte un petit «kit» du genre toute la semaine.

### Pizza aux ananas

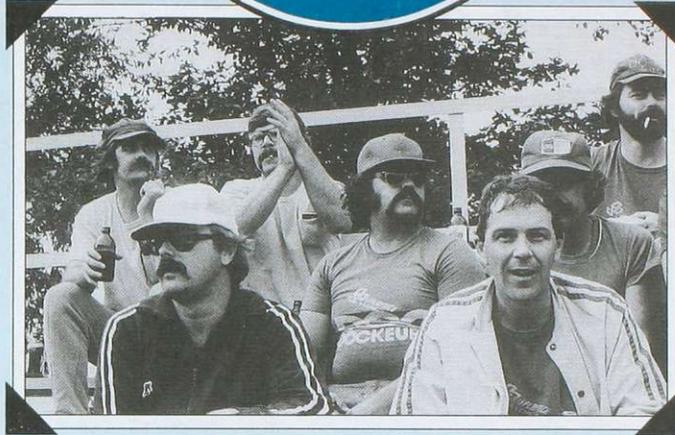
Les délégué-es des syndicats du CC Côte-Nord sont conviés à un souper à la pizzeria d'Youville, à côté de la porte St-Jean, ce soir à 20 heures. Mettez-vous chic, la taupe vous surveille.

### Le nombril bleu

Les «bleuets» de l'Outaouais sont en titi de ne pas être admissibles au Grand prix du bleu de l'or. Pour les consoler, la délégation de l'Outaouais leur a décerné le prix du *Nombril bleu*.

### Anniversaires

Avant-hier, c'était la fête de Marlène Ouellet (soutien Lévis-Lauzon). Mon Dieu! qu'elle avait les yeux petits hier matin. Hier soir, c'était le 25e anniversaire du syndicat FNEEQ du Cégep de Limoilou.



### NOTRE CONCOURS-PHOTO

Sur cette photo, il y a un président de fédération présent au congrès. Trouvez et nommez-le! Les cinq premières personnes inscrites au congrès de la CSN qui trouvent la bonne réponse et qui viennent nous voir à la salle de rédaction du *Quotidien du congrès* — salles Langevin et Allein — gagnent un t-shirt affichant le logo de votre journal préféré. Nous publierons demain la liste des gagnantes et des gagnants.

### Rumeurs, messages

Réal Binet, vice-président de la Métallurgie, est allé en Belgique. Avait promis des souvenirs aux amis. Comme par hasard, a dit que tous ses cadeaux étaient super beaux, sauf que sa valise de cadeaux est supposément en Tunisie. Philippe, Benoît, Jocelyn, Claude et Ti-Marc attendent, attendent, attendent. Va-t-on les voir un jour?

### Manif de nuit

Une vingtaine de délégué-es du Bas St-Laurent ont manifesté devant le Parlement dans la nuit de mardi à mercredi. Johnson, vas-tu finir par comprendre?

### Rumeurs, messages

• Les copains de C.D. (hôpital Louis-H.) sont fiers de lui. Lâche-pas, mon ti-pit, on a assez de Sylvain comme ça.

• Élu depuis 1 mois, Brigitte D. de Sorel a déjà assisté à un congrès de son CC, un conseil de la FAS et au congrès de la CSN. Son chum est tanné de passer l'aspirateur.

• La cote de Y.D. a baissé. (Vous vous rappelez... le plus beau). Il s'est fait couper les cheveux. A-t-il eu peur de la gloire?

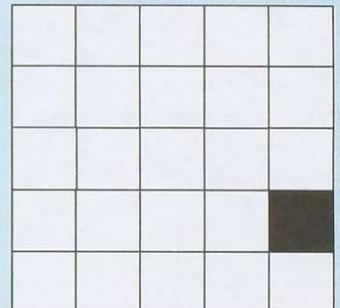
### SCOOP

Philippe a gagné le tirage, mais n'a pas voulu manger avec Maurice. Aie, les gars!

### La pensée du jour

Marc-André B. vient de me donner un petit coup de main. En attendant, il faudrait que je consulte mon ancien sous-ministre aux Affaires inter, Robert Normand, qui est maintenant le grand boss du journal *Le Soleil*, et qui était avec moi lors de la nuit des longs couteaux à Hull en 1981. Il était auparavant sous-ministre à la Justice et il a fini sous-ministre aux Finances. Vous me suivez?

La Taupe



### Horizontal

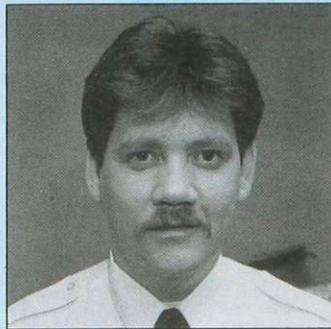
1. Époux de la soeur de ma mère.
2. Petites étendues d'eau stagnante.
3. Arbre dont la tête a été coupée.
4. Céramique dure.
5. Renouveler l'air.

### Vertical

1. Dernière lettre de l'alphabet grec.
2. Face interne de l'huître.
3. Élever la voix.
4. Mêlées en lettres mélangées.
5. Dans la rose des vents.

«L'important, c'est qu'il soit là»

Vous n'êtes surtout pas obligés de vous taper un infarctus pendant le congrès pour vérifier si c'est bien vrai, mais si ça peut vous rassurer, on vous dit que Pierre Leclerc, du RETAQ-Québec, qui assume les services de premiers soins durant toute la semaine, est équipé pour faire face à toute éventualité. Des problèmes respiratoires aux petites coupures au talon (*because* les souliers neufs), du cor au pied à la fracture dudit pied, de la crise cardiaque au petit bobo anodin mais agaçant (*because* la chute en sortant du resto la nuit précédente...), Pierre va

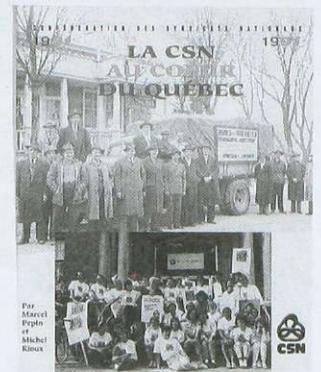
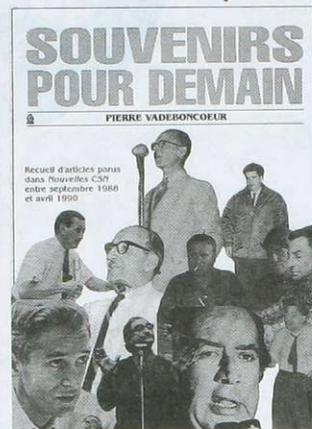


Pierre Leclerc

vous arranger ça en un tour de...spardrap, ou de civière, selon le cas et son jugement d'ambulancier. En fait, si nous avons bien compris, y a juste les problèmes psychiatriques pour lesquels il ne peut rien, mais ça serait superflu ici, on sait tous ça. Ah oui! Il ne fournit pas les condoms non plus...

Marcel Langlois, Jean Fortin, Denis Plourde, Jean Delisle, Martine Bouchard, Michel Latour, Jacques Labonté, Odile Morrissette, Bernard Giguère, Solange Tremblay, Micheline Coderre, Guy Francoeur, Marie Vandal, Simone Lagacé, Carole Gravel, Jeanine Lavoie, Irène Lachance, Andrée Houde, Jacqueline Quévillon, Lucy Mousseau, Mario Lévesque. Les personnes gagnantes qui suivent n'ont pas encore pris possession de leur prix : Michel Gignac, Huguette Savard, Jean-Guy Gagnon, Ginette Lapointe, Luc Chalifoux, Claude Thibault, Monique Boucher, Normand Gagnon, Carole Gravel, Richard Dussault.

Pour vraiment connaître et comprendre la CSN



Il existe un certain nombre d'ouvrages sur l'histoire du mouvement syndical et de la CSN. Des livres, des thèses, des recherches, etc. Aucun, cependant, ne s'attarde aux êtres humains qui l'ont façonnée et sans qui elle n'existerait pas. Leurs personnalités, leurs traits de caractère, leurs forces et leurs faiblesses, leurs cheminements personnels, leurs amitiés, leurs convictions politiques ou religieuses, etc, tout cela est généralement ignoré. C'est à cette immense lacune que *Nouvelles CSN* a demandé à Pierre Vadeboncoeur de s'attaquer, en 1988, en nous livrant ses souvenirs personnels, lui qui a milité, à divers titres, au coeur même du mouvement de 1950 à 1975. *Souvenirs pour demain* est un recueil de ces articles qui, colligés, constituent une fresque unique et fascinante de ces personnages qui ont marqué non seulement l'histoire de la CSN et du mouvement syndical québécois, mais aussi du Québec lui-même.

C'est aussi cet angle d'approche, mais dans un registre plus factuel et événementiel, qu'ont exploité avec bonheur Marcel Pepin et Michel Rioux (deux vieux routiers du mouvement) pour rédiger *La CSN au coeur du Québec*, un ouvrage publié en septembre dernier à l'occasion du 70e anniversaire de notre centrale. On y voit «comment tout cela a commencé (...), les embûches dressées par les pouvoirs économiques et politiques, leur collusion, pour empêcher les travailleurs et travailleuses d'exercer leur liberté syndicale.» Un «témoignage d'admiration» envers celles et ceux qui nous ont précédés, aussi à lire absolument pour vraiment connaître et comprendre ce qu'est la CSN, celle d'aujourd'hui comme celle d'hier.

Ces deux ouvrages sont en vente au kiosque du centre de documentation, situé au fond du corridor qui longe la salle de la plénière.



LA CAISSE D'ÉCONOMIE  
DES TRAVAILLEUSES ET  
TRAVAILLEURS  
DE QUÉBEC

«Dès la création du Cirque et au fil des ans, la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs de Québec a toujours fait preuve de professionnalisme; nous apprécions au plus haut point l'approche personnalisée, l'attention particulière et le respect accordés par la Caisse aux jeunes entrepreneurs du secteur culturel. Cette ouverture et cet engagement exceptionnels sont tout à son honneur et nous sommes heureux d'avoir l'occasion de le souligner.»

Daniel Gauthier  
Président  
Les productions du  
Cirque du Soleil

UNE FORCE AU TRAVAIL



\$60 millions d'actif  
au service  
du mouvement ouvrier

LA CAISSE À MONTRÉAL...  
dans l'édifice de la CSN

LA CAISSE POPULAIRE  
DES SYNDICATS NATIONAUX  
DE MONTRÉAL  
1601 avenue de Lorimier,  
Montréal, Qué., H2K 4M5